



REPUBLIQUE FRANCAISE  
**Commune de Villeneuve-la-Garenne**  
Département des Hauts-de-Seine

*Appel d'offres ouvert*

**MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA REALISATION DES  
ESPACES PUBLICS, VOIRIES ET RESEAUX DIVERS POUR LE PROJET  
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU CENTRE VILLE DE LA COMMUNE  
DE VILLENEUVE-LA-GARENNE (92390)**

**M24-038**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

<b>ARTICLE 1. PRESENTATION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>3</b>
1.1. Objet du marché public	3
1.2. Subdivision du marché public en lots / tranches	3
1.3. Mode de passation et nature du marché public	3
1.4. Forme du marché public	3
1.5. Durée totale du marché public	4
1.6. Pièces constitutives du marché public	4
1.7. Intervenants	4
<b>ARTICLE 2. MODALITES D'EXECUTION GENERALES</b>	<b>5</b>
2.1. Nature des prestations	5
2.2. Engagement du Maître d'œuvre	6
2.3. Conditions d'exécution des prestations	7
2.4. Modalités de commande	10
2.4.1. Bons de commande	10
2.5. Prolongation des délais d'exécution	10
2.6. Modifications du marché public	11
2.7. Pénalités	12
2.7.1. Pénalités pour violation d'une quelconque obligation contractuelle	13
2.7.2. Pénalité en cas de sous-traitance non déclarée	13
2.8. Exécution aux frais et risques	13
2.9. Résiliation du présent marché public	13
2.9.1. Généralités	13
2.9.2. Indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général	14
2.9.3. Résiliation pour non-respect des dispositions du code du travail	14
2.10. Différends et litiges	14
2.11. Sous-traitance	14
2.12. Protection des données à caractère personnel	15
2.13. La politique RSE de Villeneuve-la-Garenne	16
<b>ARTICLE 3. DISPOSITIONS FINANCIERES</b>	<b>16</b>
3.1. Montants du marché public	16
3.2. Fondements des prix du marché public	17
3.3. Contenu des prix du marché public	17
3.4. Actualisation et révision des prix du marché public	17
3.5. Clauses de financement	18
3.5.1. Versement d'acomptes et paiements partiels définitifs	18
3.5.2. Versement d'avances	19
3.6. Modalités de facturation	20
3.7. Modalités de paiement des commandes	20
3.7.1. Contenu des demandes de paiement	20
3.7.2. Délais de paiement des commandes	21
3.7.3. Facturation erronée	21
3.7.4. Destinataire du paiement des commandes	21
3.8. Changement affectant le titulaire du marché public	22
3.9. Cession ou nantissement des créances résultant du présent marché public	22
<b>ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>23</b>
4.1. Documents de conformité	23
4.2. Cas spécifique des travailleurs détachés	23
4.3. Dérogation aux documents généraux (C.C.A.G. / MOE.)	24

## **ARTICLE 1. PRESENTATION DU MARCHE PUBLIC**

### **1.1. Objet du marché public**

**Le présent marché public a pour objet la mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation des espaces publics, voiries et réseaux divers pour le projet de renouvellement urbain du centre ville de la commune de villeneuve-la-Garenne (92390).**

La mission concerne les missions de MOE classiques : AVP – PRO – ACT – VISA – DET – AOR ; ainsi que l'autre mission : OPC

Lieu(x) d'exécution : **centre ville de la commune de villeneuve-la-Garenne**

### **1.2. Subdivision du marché public en lots / tranches**

Le présent marché public n'est pas passé en lots séparés, car son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes conformément aux dispositions de [l'article L2113-10 du code de la commande publique](#).

Le présent marché public n'est pas passé en lots séparés, car la dévolution en lot séparés rendra plus difficile l'organisation, le pilotage et la coordination du marché public, conformément aux dispositions de [l'article L2113-11 du code de la commande publique](#).

Le présent marché public n'est pas passé en lots séparés, car la dévolution en lot séparés est également de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de [l'article L2113-11 du code de la commande publique](#).

En outre, l'ensemble des opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation est en mesure de procéder à la réalisation de l'ensemble des prestations.

Enfin, les prestations ne font l'objet d'aucune décomposition en tranche (ferme et optionnelle).

### **1.3. Mode de passation et nature du marché public**

Le présent marché public est un marché public à procédure formalisée, passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles [L2124-2](#) et [R2124-2](#) du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de prestations de services homogènes, conformément aux dispositions des articles [L1111-3](#) (fournitures) [L1111-4](#) (services) et [R2121-6 du code de la commande publique](#).

### **1.4. Forme du marché public**

Il s'agit d'un marché public simple qui sera conclu sur la base d'un prix global et forfaitaire. Le prix indiqué au sein de l'Acte d'Engagement (A.E.) constituera le montant du marché public.

## 1.5. Durée totale du marché public

Le présent marché public sera conclu à compter de sa date de notification au titulaire par voie électronique pour une durée ferme de 6 années, conformément aux dispositions de [l'article L2125 alinéa 1 du code de la commande publique](#).

## 1.6. Pièces constitutives du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. / MOE., les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe, et le formulaire DC4 en cas de sous-traitance ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- [Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre \(C.C.A.G. / MOE.\) approuvé par arrêté du 30 mars 2021](#) ;
- Le Cadre de Réponse Financière (C.R.F.) ;
- Les annexes financières complémentaires remises par le titulaire durant l'exécution du marché public, à condition d'être en lien direct avec l'objet de celui-ci et de respecter les dispositions des articles [R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique](#) ;
- Les bons de commande ;
- Les ordres de service ;
- La politique RSE de Villeneuve-la-Garenne.

*Il est également précisé que seuls les originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur feront foi.*

Le titulaire est réputé connaître la réglementation en matière de marchés publics, principalement le [code de la commande publique](#) ainsi que ses décrets et arrêtés d'application.

Le titulaire devra impérativement respecter la législation et les normes en vigueur relatives à son domaine d'activité.

Il est rappelé que seules les versions en vigueur lors de la notification du marché public sont opposables.

## 1.7. Intervenants

### 1.7.1 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 1.7.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

### 1.7.3 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître

d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

#### **1.7.4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### **1.7.5 – Bureau de contrôle**

Sa mission est de prévenir les risques et les aléas techniques liés à la réalisation des ouvrages. Il peut intervenir à toutes les étapes du projet afin de s'assurer du respect des règles et des normes.

## **ARTICLE 2. MODALITES D'EXECUTION GENERALES**

### **2.1. Nature des prestations**

**Le présent marché public a pour objet la mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation des espaces publics, voiries et réseaux divers pour le projet de renouvellement urbain du centre ville de la commune de villeneuve-la-garenne (92390).**

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission	Désignation
AVP	Avant-projet
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

## 2.2. Engagement du Maître d'œuvre

### 2.2.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

#### Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

#### Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission AVP sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 3,0 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP01 pour l'ensemble des travaux.

#### Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index TP01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index TP01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 10 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter

de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

### **2.2.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux**

#### Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 2,0 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 15,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

## **2.3. Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution : centre-Ville de Villeneuve-la-Garenne

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

### 2.3.1 Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
AVP	Avant-projet	6 semaines	2
PRO	Etudes de projet	8 semaines	2
DCE	Assistance pour la passation du contrat de travaux	4 semaines	2
DCE	Conformité et visa d'exécution au projet	4 semaines	2

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédente prise par le maître d'ouvrage.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai
AVP	Avant-projet	4 semaines
PRO	Etudes de projet	2 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
DCE	Dossier des ouvrages exécutés	6 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

### 2.3.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : 1 / semaine

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 48 heures qui suivent la réunion.



### **2.3.3 - Emission des ordres de services**

#### Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 7 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 200,00 €.

### **2.3.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs**

#### Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

#### Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

#### Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

### 2.3.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

### 2.3.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### 2.3.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## 2.4. Modalités de commande

### 2.4.1. Bons de commande

Les prestations feront l'objet, au préalable d'un, ou de plusieurs, bons de commande.

Un bon de commande comportera obligatoirement :

- 1) Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- 2) La date et le numéro du marché public ;
- 3) La date et le numéro du bon de commande ;
- 4) Le montant du bon de commande ;
- 5) La signature d'un représentant de la Ville ayant une délégation de signature.

Les bons de commande seront adressés au titulaire par tout moyen de communication.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour du marché public.

Le titulaire devra honorer chaque commande, sans montant minimum par commande.

## 2.5. Prolongation des délais d'exécution

Les délais d'exécution pourront être prolongés dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers. Cette prolongation sera notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précisera la durée. Cette durée sera égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, déduction faite du nombre de journées d'intempéries prévisibles au sens des stipulations du présent marché public.

Sont ainsi considérés comme des intempéries prévisibles :

Phénomènes	Intensités limites
Pluie	10 mm en une journée

Vent	Vent 72 km/h de moyenne pendant une ½ journée
Neige	Neige 5 cm en une journée
Température	Température inférieure à 0 ° C pendant 24 heures
Canicule	Canicule + 35 °C pendant 48 heures consécutives

Afin de disposer d'un délai de prolongation, le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de quatre (4) jours francs à compter de la fin de l'évènement climatique, tout justificatif probant ainsi qu'un tableau indiquant le ou les jours concernés, le nombre d'heures dans la journée, les conditions climatiques à l'origine de l'intempérie, ainsi que la justification technique prouvant l'intempérie.

En cas de litige quant à l'interprétation des données fournies par le titulaire, les données qui seront prises en considération seront celles fournies par la station Météo France géographiquement la plus proche du lieu d'exécution des prestations.

Cette prolongation de délai n'ouvrira pas droit à indemnité du titulaire, et ce quel que soient les frais que cette prolongation lui occasionnerait.

## 2.6. Modifications du marché public

De manière générale, le présent marché public pourra faire l'objet de modifications en application des articles [R2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique](#).

Le marché public pourra faire l'objet de modifications dans les deux cas listés ci-après, dans la limite de 50 % du montant du marché initial, en tenant compte de l'éventuelle clause d'actualisation et/ou de révision tarifaire prévues à l'article 3.4. du présent document

- lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial ;
- lorsque qu'une telle modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le marché public pourra également être modifié pour assurer la substitution du titulaire initial par un nouveau titulaire dans le respect des dispositions de l'article [R2194-6 du code de la commande publique](#).

En application de l'article [R2122-7 du code de la commande publique](#), l'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux travaux ou services.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Enfin, le marché public pourra être modifié sans limite de montant, sous réserve que ces modifications ne soient pas substantielles, conformément à l'article [R2194-7 du code de la commande publique](#). La modification sera réputée non substantielle dès lors que le montant de celle-ci est inférieur aux seuils européens et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, en tenant compte de l'éventuelle clause d'actualisation et/ou de révision tarifaire prévues à l'article 3.4. du présent document..

## 2.7. Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code	Pénalité
AVP	80,00€
PRO	80,00€
DCE	80,00€
DCE	300,00€

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire par dérogation du CCAG/MOE.

### **2.7.1. Pénalités pour violation d'une quelconque obligation contractuelle**

En cas de violation de l'une des obligations contractuelles dûment exposées au sein du présent document, le titulaire encourra une pénalité de 150,00 euros par manquement constaté.

### **2.7.2. Pénalité en cas de sous-traitance non déclarée**

En cas de sous-traitance non déclarée au pouvoir adjudicateur, celui-ci se réservera la possibilité d'infliger au titulaire une pénalité d'un montant de 15 000,00 euros. Ce montant sera réévalué à 45 000,00 euros en cas d'emploi d'un mineur.

## **2.8. Exécution aux frais et risques**

En cas d'inertie du titulaire, d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, la prestation pourra être exécutée aux frais et risques du titulaire et ce, sans qu'il ne soit nécessaire pour la personne publique de procéder au préalable à la résiliation du marché public.

Le titulaire du marché ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Enfin, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. De même, la diminution des dépenses ne lui profitera pas.

## **2.9. Résiliation du présent marché public**

### **2.9.1. Généralités**

Le présent marché public pourra être résilié conformément aux dispositions des articles [L2195-1 et suivants du code de la commande publique](#) et des dispositions des articles 27 à 34 du [C.C.A.G. / MOE](#).

Le pouvoir adjudicateur pourra également procéder à la résiliation du présent marché public aux frais et risques du titulaire en mentionnant cette décision au sein d'un courrier recommandé avec accusé de réception, soit en cas d'inexécution par le titulaire, d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts de celui-ci.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

De même, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

### **2.9.2. Indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général**

Le titulaire ne pourra pas prétendre à une indemnité en cas de résiliation du présent marché public pour motif d'intérêt général par dérogation du [C.C.A.G. / MOE](#).

La résiliation pour motif d'intérêt général devra être notifiée par écrit au titulaire.

### **2.9.3. Résiliation pour non-respect des dispositions du code du travail**

Conformément aux dispositions de [l'article 83 de la loi n° 2013-1203 de financement de la sécurité sociale pour 2014 en date du 23 décembre 2013](#), une rupture du marché public aux frais et risques du titulaire pourra être infligée à ce dernier dans les conditions fixées à [l'article L8222-6 du code du travail](#) s'il ne prouve pas qu'il s'est acquitté, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la mise en demeure du pouvoir adjudicateur, des formalités mentionnées aux articles [L8221-3](#) à [L8221-5](#) du code du travail précité, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

## **2.10. Différends et litiges**

Toutes les difficultés, litiges ou contestations qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du marché public, seront de la compétence exclusive du tribunal administratif de Cergy-Pontoise si les parties n'ont pu trouver un règlement amiable.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire du marché public pourra soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles [L2197-1 à L2197-7](#), [R2197-1 à R.2197-25](#), et [D2197-13 à D2197-22 du code de la commande publique](#).

## **2.11. Sous-traitance**

La sous-traitance est autorisée dans les conditions définies par les articles [L2193-1 à L2193-14](#) et [R2193-1 à R2193-21](#) du code de la commande publique.

Chaque sous-traitant ainsi que ses conditions de paiement doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur, après transmission d'un [formulaire DC4](#) dûment renseigné et signé par le titulaire du marché public et son sous-traitant.

Le sous-traitant ainsi que ses conditions seront réputés être agréés tacitement par le pouvoir adjudicateur en cas de silence gardé pendant plus de 21 jours francs à compter de la réception du formulaire DC4.

En cas de sous-traitance occulte ou non déclarée au pouvoir adjudicateur, ce dernier pourra faire application des dispositions de l'article 32 du [C.C.A.G. / MOE](#). et procéder, sans indemnité ni préavis, à la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire, et ce, sans préjudice de la possibilité d'engager des poursuites judiciaires, si le titulaire ne démontre pas que dans un délai de

cinq (5) jours francs à compter de la prise de connaissance de cette situation par le pouvoir adjudicateur, il n'a pas remédié à la situation.

Quelle que soit l'issue de la situation à l'expiration de ce délai, le pouvoir adjudicateur procédera à l'application des pénalités prévues au sein du présent document en cas d'emploi d'un mineur.

## **2.12. Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une concession au profit du pouvoir adjudicateur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de l'objet du marché. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, [le règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) applicable depuis le 25 mai 2018.

Par conséquent, il est dérogé à l'article 5.2.3 du [C.C.A.G. / MOE.](#), rendu caduc par application de la réglementation suscitée.

Dans le cas où l'exécution du présent marché public impliquerait le traitement de données personnelles par le titulaire du marché public, ce dernier s'engage à ce que la finalité de ces traitements soit en lien direct avec l'exécution du présent marché public.

Toutes les données à caractère personnel doivent être collectées, traitées et hébergées sur le territoire français ou un territoire d'un membre de l'Union européenne. Si ces données sont collectées, traitées et/ou hébergées dans un territoire d'un Etat non membre de l'Union européenne, le titulaire devra justifier par tout moyen que le cadre législatif et réglementaire de cet Etat assure un niveau de protection des données supérieur ou égal à celui de l'Union européenne.

Aucune donnée à caractère personnel ne pourra être divulguée à un tiers sans l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire est amené à collecter par lui-même des données à caractère personnel, ce dernier s'engage à informer les personnes concernées sur les informations relatives aux traitements de données qu'il réalise.

Le titulaire devra concourir avec le pouvoir adjudicateur au respect des droits des personnes (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée y compris le profilage). En cas de demande d'exercice de l'un de ces droits par une personne, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour traiter cette demande dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données personnelles.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques nécessaires à la protection des données à caractère personnel selon la nature, le contexte, les finalités de traitement et le risque potentiel en cas de violation de ces données.

Au terme du marché public, il pourra être demandé au titulaire de renvoyer au pouvoir adjudicateur l'intégralité des données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent marché public avant de procéder à la destruction définitive de ces données sur tous les supports physiques comme numériques.

En cas de violation des données à caractère personnel, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 72 heures en précisant la nature de ces données, le contexte et les mesures prises pour rétablir la sécurité des données à caractère personnel hébergées.

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à ce que le sous-traitant soit conforme à la réglementation générale sur la protection des données personnelles. De même, les clauses de ce présent article s'appliquent au sous-traitant du titulaire.

### **2.13. La politique RSE de Villeneuve-la-Garenne**

Suite à l'audit, la Collectivité s'est engagée dans une démarche de certification Qualivilles, pour répondre aux exigences du référentiel, la Ville doit procéder à l'évaluation du titulaire du marché public. Ainsi, le référent du pouvoir adjudicateur devra remplir un formulaire d'évaluation, en annexe qu'il leur sera transmis de manière annuelle ou à l'issue de la prestation.

Le titulaire devra accompagner la collectivité pour qu'elle puisse respecter les exigences du référentiel Qualivilles en annexe. Les prescriptions annexées au présent marché devront être exécutées par le titulaire. A défaut, des pénalités seront appliquées.

Par ailleurs, la collectivité a approuvé par délibération du 19 décembre 2023, la mise en place du schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsable. Ainsi, vous trouverez en annexe, les différentes actions notamment la mise en œuvre de la charte handicap et la charte européenne pour l'égalité femmes hommes.

## **ARTICLE 3. DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **3.1. Montants du marché public**

#### **3.1.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### **3.1.2 - Forfait de rémunération**

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission AVP.

Le forfait définitif de rémunération est fixé dans les conditions suivantes :

Dans le cas d'une augmentation du coût prévisionnel consécutive à une augmentation de programme du fait du maître d'ouvrage : le taux de rémunération sera renégocié en fonction de l'évolution du coût prévisionnel par rapport à l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux.



Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

### **3.2. Fondements des prix du marché public**

Les prestations faisant l'objet du marché public seront réglées par application :

- Des prix mentionnés à l'article 3.1. du présent document ;
- Des prix mentionnés dans le devis détaillé des prestations, remis par le titulaire dans le cadre de son offre ;
- Des prix indiqués au sein des annexes financières complémentaires remises par le titulaire durant l'exécution du marché public, à condition d'être en lien direct avec l'objet de celui-ci et de respecter les dispositions des articles [R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique](#).

### **3.3. Contenu des prix du marché public**

Il sera fait application de l'article 10.1.3 du [C.C.A.G. / MOE](#), les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Seules les prestations acceptées expressément par le pouvoir adjudicateur pourront être facturées.

### **3.4. Actualisation et révision des prix du marché public**

Les prix du marché public ne seront pas actualisables durant l'exécution du marché public.

Les prix du marché public pourront faire l'objet d'une révision annuelle à compter de la deuxième année d'exécution du marché public.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

**Pour demander une révision tarifaire annuelle, le titulaire devra adresser par écrit au Service Sécurités juridiques, le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) révisé au format PDF signé et au format Excel ou équivalent.**

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord exprès du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à répondre dans un délai de deux mois à compter de la réception des documents.

Si les nouveaux tarifs sont acceptés, ils entreront en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Ces nouveaux documents auront valeur contractuelle dans le cadre du marché public.

Les prix du présent marché public seront fermes et non actualisables, conformément aux dispositions de [l'article R2112-9 du code de la commande publique](#).

### **3.5. Clauses de financement**

#### **3.5.1. Versement d'acomptes et paiements partiels définitifs**

Il pourra être versé des acomptes à la demande du titulaire, et ceci, conformément aux dispositions des [articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique](#).

La périodicité du versement des acomptes sera fixée au maximum à trois mois. Ce délai pourra être ramené à un mois à la demande du titulaire du marché public dans le respect des conditions prévues à l'article [R2191-22 du code de la commande publique](#).

Les demandes d'acomptes du titulaire du présent marché public devront être établies sur la base des prix indiqués au sein du l'Acte d'Engagement (A.E.) ou d'une annexe financière complémentaire et devront être transmises selon les modalités indiquées à l'article 3.6. du présent document.

Les demandes de paiement d'acomptes devront comporter les mêmes informations que celles exigées à l'article 3.7.1 du présent document.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Eléments de mission	Acompte(s)	Pourcentage
AVP	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	
DET	Avant la remise du DGD	90.0
	Après la remise du DGD	10.0
AOR	Avant la levée des réserves	65.0
	Après la levée des réserves	15.0
	A la remise du DOE	15.0
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0
OPC	A l'avancement des travaux	80.0
	A la levée de la dernière réserve	20.0

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

### 3.5.2. Versement d'avances

Il sera fait application des [articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique](#). Le titulaire précisera dans l'Acte d'Engagement (A.E.) s'il souhaite bénéficier d'une avance. Ce choix pourra être modifié en cours d'exécution du marché public par voie d'avenant.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché public si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché public divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de cette avance sera de 10 % dans l'hypothèse où le titulaire du marché serait une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

En application des articles [R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique](#), le remboursement de l'avance s'effectuera en une seule fois, lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra 65 % du montant initial du marché. Si le montant n'est pas suffisant pour rembourser la totalité de l'avance, le solde du remboursement se fera sur l'acompte

suivant et au plus tard avant que le montant des prestations exécutées ne dépasse 80% du montant initial du marché.

Ce remboursement s'effectuera par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En application de l'article [R2191-7 du code de la commande publique](#), le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Dès lors que le titulaire remplira les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance pourra être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

### **3.6. Modalités de facturation**

Le règlement du montant du marché public s'effectuera sur présentation de factures, conformes aux prix prévus dans le cadre du présent marché public.

Les factures doivent être adressées obligatoirement de manière électronique via le portail Chorus, après réalisation des prestations et admission de celles-ci, à l'adresse suivante : [https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus\\_portail\\_pro/](https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)

### **3.7. Modalités de paiement des commandes**

#### **3.7.1. Contenu des demandes de paiement**

Sur chaque facture, devront apparaître, outre les mentions légales, les indications suivantes, et ceci, en application de [l'article D2192-2 du code de la commande publique](#) :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comporteront en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R123-221 du code de commerce.

### 3.7.2. Délais de paiement des commandes

Le délai de paiement est de trente jours conformément aux dispositions de [l'article R2192-10 du code de la commande publique](#).

Le délai de paiement sera systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation.

### 3.7.3. Facturation erronée

Le délai de paiement sera systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation.

Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction, accompagnées d'une lettre ou d'un courriel expliquant les raisons du refus de payer de la Ville (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes, prix non conformes aux stipulations du marché public...).

Le titulaire devra **obligatoirement** retourner en Mairie, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations de la Ville ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

### 3.7.4. Destinataire du paiement des commandes

#### 3.7.4.1. *En cas de candidature seule*

En cas de candidature seule, le paiement sera effectué sur le compte du titulaire du marché public.

L'attributaire du marché public joindra à ce titre un RIB/IBAN dans les délais qui lui seront octroyés par le pouvoir adjudicateur.

#### 3.7.4.2. *En cas de groupement*

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les membres du groupement attributaire du présent marché public joindront à ce titre chacun un RIB/IBAN dans les délais qui leur seront octroyés par le pouvoir adjudicateur.

Il est également précisé qu'en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, en application de l'article [R2142-24 du code de la commande publique](#).

En cas de groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Le groupement attributaire du présent marché public joindra à ce titre un RIB/IBAN dans les délais qui lui seront octroyés par le pouvoir adjudicateur.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire sera seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire sera décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement.

### 3.8. **Changement affectant le titulaire du marché public**

Durant la période de validité du marché public, le titulaire sera tenu de communiquer par écrit (courrier avec accusé de réception ou courriel) à la Ville tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, notamment les changements d'intitulé de son compte bancaire (il produira à cet effet un nouveau relevé d'identité bancaire / IBAN, **joint à une lettre explicitant le changement par rapport au marché public**). Le non-respect de ces obligations justifiera le refus de factures.

Le non-respect de ces obligations justifiera le refus de factures.

### 3.9. **Cession ou nantissement des créances résultant du présent marché public**

Conformément aux articles [R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique](#), et sur demande écrite du titulaire du marché public, le pouvoir adjudicateur lui remettra un certificat de cessibilité.

Le comptable public assignataire des paiements sera Monsieur le Trésorier Principal de la commune de Villeneuve-la-Garenne.

## ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES

### 4.1. Documents de conformité

Durant l'exécution du marché public, le titulaire devra être en mesure de communiquer à tout moment les documents suivants, et ce, dans un délai de maximum de quinze (15) jours francs à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- 1) Les attestations et certificats mentionnés ci-dessous, délivrés par les administrations et organismes compétents et en cours de validité, prouvant qu'il a notamment satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Ces documents sont :
  - Un certificat attestant du paiement de l'impôt sur les revenus, l'impôt sur les sociétés et la TVA ;
  - Un certificat attestant du paiement des cotisations sociales auprès des organismes de sécurité sociale, des cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès, des cotisations de congés payés, et chômage intérimaires, et celle prouvant la régularité au regard des obligations en matière d'emploi des travailleurs handicapés, sauf à ce qu'il s'agisse d'une structure employant moins de 20 salariés.

Ces attestations devront disposer d'une date de validité inférieure à six mois et être renouvelées tous les six mois.

- 2) Un extrait K-bis de moins de six mois ou l'un des documents énumérés à l'article [D8222-5](#) du code du travail.
- 3) Une assurance responsabilité civile professionnelle, de manière à couvrir sa responsabilité civile autre que décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception ;
- 4) Une assurance de responsabilité décennale et des risques annexes, en déclarant disposer de garanties couvrant sa responsabilité décennale au sens des articles 1972 et suivants du code civil et conformément à l'article L. 241-1 du code des assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- 5) Une déclaration sur l'honneur attestant que le titulaire ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [L2141-1 à L2141-5](#) et [L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique](#).

### 4.2. Cas spécifique des travailleurs détachés

En application de [l'article L.1262-4-1 du code du travail](#), le titulaire qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et fournir, avant le début du détachement, les documents mentionnés ci-dessous :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2.

#### 4.3. **Dérogation aux documents généraux (C.C.A.G. / MOE.)**

<b>Articles du C.C.A.P. dérogatoires</b>	<b>Articles du C.C.A.G. / MOE.</b>
1.6.	4.1
2.2.2	3.8.2.
2.5.1	28.1
2.8.	24 et 25
2.11.	14
2.13.2	33
2.16.	5.2.3

\*\*\*